

« Crise financière » et droits universels

AU SOMMAIRE

► Monde
« Crise financière »
et droits universels
Pierre Tartakowsky 9

► Contrôle social
Edvige ou
l'extension du
domaine de la
suspicion
Françoise Dumont 12

► Sciences
Du danger des
nanotechnologies
Jean-Claude Vitran 15

► Droits
des étrangers
Rétention : silence,
on enferme
Isabelle Denise 19

► Politique sociale
Scepticisme autour
du RSA
Jean Gadrey 21

► Droit au
logement
Le logement social
en crise
Jean Frouin 24

► Droit d'asile
Rendre visible
l'invisible
Michel Zumkir 28

L'ampleur de la crise financière, son impact mondial et les bouleversements qu'elle implique constituent un contexte fortement renouvelé pour penser et promouvoir les droits partout dans le monde. Sans prétendre définir un « programme de sortie », la LDH se doit d'examiner les perspectives qu'elle soulève.

Pierre TARTAKOWSKY, vice-président de la LDH

L'ambition de cet article n'est bien évidemment pas – compte tenu de l'ampleur du phénomène et des dimensions qui le constituent à l'échelle planétaire – de développer une vision exhaustive. Plutôt de s'en tenir à quelques généralités, en rebondissant sur les thématiques chères à la LDH : inégalités, discriminations, racisme, accès au droit, efficacité sociale et économique, nature du développement. Quatre champs de contradictions majeures peuvent être distingués, sur lesquels on peut s'attendre à ce que les tensions ne faiblissent pas.

Premier champ de contradictions : il n'aura fallu que quelques semaines pour que les termes de crise globale, de récession, s'imposent et perdurent. Contrairement à ce qui s'est d'abord dit, nous ne sommes donc pas en présence de l'éclatement d'une bulle comme il y en a eu tant ces quinze dernières années, mais d'une crise majeure en ce qu'elle grippe les mécanismes fondamentaux de la circulation du capital. On le mesure à la rapidité avec laquelle les penseurs les plus éveillés du libéralisme ont fait acte d'auto-critique. En tête desquels on note l'éditorialiste du *Financial Times* ; pour Martin Wolf, « le temps des

approches désordonnées, institution par institution et pays par pays, est révolu. Il m'a fallu du temps – trop longtemps sans doute – pour mesurer la gravité des dangers [...] A présent, que doit-on faire ? En un mot : tout. Les économies touchées représentent plus de la moitié de la production mondiale. Cela fait de cette crise la plus grave de toutes celles survenues depuis les années 1930 » (*Le Monde* du 14/10/08).

La critique est partagée par l'éditorialiste des *Echos*, Favilla, qui la tourne exclusivement contre les idéologues libéraux : « L'effondrement des marchés fait ainsi figure de chute du Mur pour les fondamentalistes libéraux. Leur bulle doctrinale est nue comme le fut la bulle communiste en 1989. Quand, après tant d'arrogance idéologique productrice de tant d'excès, le moment viendra de reconstruire, il conviendra de doser le bon mélange de libertés, de règles et de contrôles, et se garder de tout esprit de système, car c'est avec des systèmes que l'on crée les rêves les plus fous et les malheurs les plus grands. »

Ce mouvement de lucidité a néanmoins ses limites ; les fondements de l'ordre économique et social restent inchangés, y compris comme paradigme. Et

dans les deux cas, on en reste à une vision « correctrice » d'une tendance, un peu comme s'il s'agissait, après un excès de libéralisme, de revaloriser quelques contraintes. Cette vision passe à côté de l'essentiel : le sens et le contenu des transformations et donc, le contenu de l'intervention publique. Dimension qui touche à un deuxième champ de contradictions.

Une crise différemment diagnostiquée

Ce deuxième champ est le suivant : tout le monde ne partageant pas la même analyse des mécanismes de production de cette crise, les préconisations diffèrent sensiblement selon le diagnostic. Pour simplifier à l'extrême, on dira que l'on peut distinguer deux grands types de diagnostics :

- Ceux pour qui la crise est essentiellement financière, voire même conjoncturelle ou due à de « mauvaises pratiques » ; à partir de là, on va plutôt stigmatiser les *traders* indécents, les parachutes en or, les retraites-chapeaux et autres rémunération fastueuses, voire le rôle excessif des paradis fiscaux.

- Ceux pour qui cette crise procède d'un écrasement structu-

rel et de long terme du prix du travail au bénéfice de la sphère spéculative. Qui, à partir de là, relie la « sphère financière » et « l'économie réelle », considérant que la récession n'est pas liée uniquement à la crise financière mais également à des crises qui courent de longue date : la crise immobilière, la crise de change – avec un euro très apprécié – et surtout, à partir de 2008, à une crise du pouvoir d'achat, liée à un retour de l'inflation, elle-même provoquée par une très forte augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires. Cette inflation ayant été complètement « absorbée » par le consommateur et le salarié, sans augmentation de salaires.

A partir de ces considérants, ils évoquent la régulation, la redistribution, voire un train de mesures sociales et industrielles visant à assurer les bases durables d'une relance par la consommation, l'innovation, et même pour certains par un nouveau paradigme productif, organisé autour d'un développement durable.

Bien évidemment, ces deux courants de pensée ne se développent pas de façon strictement parallèle et peuvent se croiser, entretenir entre eux des points de convergence. Parmi lesquels les plus notables sont ceux de « la régulation » ou du « retour de l'Etat », notions autour desquelles s'organisent de grandes confusions. Aux Etats-Unis par exemple, des penseurs néolibéraux n'ont pas hésité à qualifier le plan Paulson de socialiste. Rappelons qu'il s'agissait de venir en aide aux riches, non pas à ceux qui empruntent, mais à ceux qui prêtent. A l'inverse de ce type d'amalgame, l'interdiction des paradis fiscaux participerait d'une vision à la fois « morale » et « structurelle ».

En France, le « retour de l'Etat » prend une dimension de leurre à destination de la pensée. L'Etat n'était ni parti ni absent ; la question de son retour n'est donc pas

*En France
– mais plus
généralement en
Europe
et dans les pays
de l'OCDE –,
la crise
économique
ou financière
mine de longue
date la dimension
démocratique
de nos sociétés,
générant
une crise
spécifique,
celle de la
représentation.*

pertinente, en revanche celle du contenu de ses politiques, elle, l'est. De ce point de vue, et là encore, sans faire dans les détails, force est de constater que les mesures effectives visent à fournir des liquidités aux banques, sans contrepartie réelle sur l'utilisation de cet argent, et que les mesures sociales sont dans la droite ligne d'une pensée plus que jamais conjoncturelle et, surtout, libérale : nouveau contrat flexible, travail du dimanche, nouveau coup à l'âge de départ effectif en retraite...

L'inévitable question sociale

Mais là encore, une grande question passe sous silence : celle du travail. Hier, on parlait de « la fin du travail ». Aujourd'hui, on le porte au pinacle. Mais on ne se pose pas la question de sa reconnaissance, qu'il s'agisse de rémunération (sauf au travers du slogan réducteur « travailler plus, pour gagner plus »), des droits auxquels il devait ouvrir largement (formation, couverture sociale), ou de sa finalité anthropologique.

Bref, si nous assistons bien à une émergence nouvelle du politique, spectaculaire en la personne du président de la République française, celle-ci est sans rapport pour le moment avec une émergence de la pensée politique. Celle-ci passerait justement par ce que le philosophe Slavoj Žižek qualifie de « *politique véritable* » : « *la lutte pour définir les coordonnées "apolitiques" fondamentales de nos vies* » ; autrement dit, ce qui se joue hors marché.

Troisième champ de contradictions : l'économique et le social. Cette crise va profondément impacter les deux. On peut s'attendre à ce que « l'économique » continue de prévaloir sur le « social ». Mais cette relation risque de se tendre au-delà de ce que nous connaissons.

Les cartes sont à ce point rebattues – tant à l'échelle mondiale

que régionale et nationale – qu'il n'y aura pas de statu quo, ni à l'échelle stratégique ni à l'échelle économique et sociale.

Il n'est pas utile d'insister longuement ici sur l'idée que toute détérioration sur ces terrains amplifieront – ou amplifieraient – inégalités, discriminations, restrictions de droits et de libertés :

On peut – là encore très schématiquement – distinguer deux approches bien distinctes chez les décideurs économiques et politiques.

- Ceux qui sont tentés de sortir de la crise « par le haut », en impulsant par exemple un nouveau mode de production et de consommation. Les forces qui ont soutenu et promu le Grenelle de l'environnement, y compris au sein des patronats, peut en être une esquisse.

- Ceux qui sont tentés de rentrer la tête dans les épaules et de réduire la voilure en attendant que la tempête se calme, quitte alors à racheter tel ou tel concurrent qui aura été défait. C'est ce que Paul Jorion, auteur d'un livre récent sur la finance dans l'économie, décrit dans la revue *Le Débat* de la façon suivante : l'absence « *d'auto-adaptation* », c'est-à-dire « *l'effort délibéré entrepris par certains pour cacher les ressorts réels des crises, à savoir les antagonismes dus à des intérêts divergents des investisseurs, dirigeants d'entreprises et salariés* ».

Or, face à une crise de grande ampleur, nous aurions besoin d'un nouveau système social qui ne se contente plus d'être simplement curatif. Cette logique touche ses limites lorsque le nombre de personnes concernées s'accroît, que le chômage perdure et que la croissance stagne. Un des enjeux de cette crise est donc de construire un système social plus axé sur la prévention des risques. L'une des conditions majeures de son efficacité réside dans sa dimension de contre-pouvoir démocratique, cette question



© DK

constituant à elle seule un formidable champ de tensions.

Quatrième champ de contradictions : la démocratie. Tout le monde partage l'intuition que nous allons vers un nouveau système économique et, peut-être, politique. Mais personne ne sait le nommer. Car rien n'est joué.

Pour Immanuel Wallerstein (*Le Monde* du 11/10/08), qui établit un parallèle entre cette crise et l'effondrement du système féodal en Europe entre les milieux du XV^e et du XVI^e siècle, nous entrons dans une phase historique nouvelle dont il refuse de préjuger de l'issue : « *Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et plus redistributif.* »

On peut ainsi parfaitement envisager, par hypothèse d'école, l'émergence d'un capitalisme « décroissant », vert, à tendance autoritaire. On peut aussi estimer que l'opportunité existe pour des hypothèses plus démocratiques. L'essentiel étant de se convaincre qu'en la matière, rien n'est joué mais que l'histoire peut se révéler cruelle et paradoxale. Ainsi, au plan mondial, le reclassement

des valeurs de marché et – quoi que relatif – des Etats-Unis dans un monde polycentré peut se traduire par un recul de l'idée de la démocratie comme valeur universelle. D'une part parce que marché, libre échange et néolibéralisme ont toujours été soigneusement associés à l'idée de démocratie ; d'autre part, parce que la façon dont Washington a porté ces valeurs universelles les ont considérablement dévalorisées. L'écroulement du système actuel peut parfaitement être lu par certaines puissances autoritaires comme un « écroulement démocratique ».

Démocratie : d'autres fondements à entrevoir

En France – mais plus généralement en Europe et dans les pays de l'OCDE –, la crise économique ou financière mine de longue date la dimension démocratique de nos sociétés, générant une crise spécifique, celle de la représentation, ce dont témoignent par exemple les préoccupations de plusieurs chercheurs. On pense ici notamment à Emmanuel Todd qui, dans son livre consacré à la crise de la démocratie, envisage trois options possibles pour une classe politique à bout de souffle. La première débou-

D'évidence, l'accélération actuelle de la crise économique va rendre aigus les affrontements d'idées sur la pertinence de la notion d'intérêt générale, au plan national comme au plan mondial.

cherait sur une ethnicisation : exclusion renforcée, désignation de boucs émissaires (immigrés, enfants d'immigrés, musulmans, Noirs... au choix ou en combinaison) – comment ne pas penser aux propos entendus lors des émeutes de 2005 ? La deuxième verrait la remise en question du suffrage universel. Ce dernier semble désormais produire de l'incertitude plutôt que des choix rationnels. On n'en est pas très loin avec quelques scrutins européens... Sa troisième option étant celle d'un protectionnisme européen, censé permettre une maîtrise politique de la chose sociale et démocratique. Là encore, on voit poindre cette tentation dans certaines décisions gouvernementales.

On peut également se référer aux travaux de Pierre Rosanvallon, attaché à mettre en débat les nouveaux fondements d'une légitimité démocratique, notamment autour de la notion d'intérêt général. D'évidence, l'accélération actuelle de la crise économique va rendre aigus les affrontements d'idées sur la pertinence de cette notion, au plan national comme au plan mondial.

L'actualité de la dernière période a porté avec force la problématique de l'universel ; on peut s'attendre à ce que la période qui s'ouvre ne cède rien sur cette question mais l'enrichisse de façon brûlante de la dimension d'indivisibilité de droits : civils, sociaux, économiques et environnementaux.

Si la crise ne bouleverse pas fondamentalement les valeurs et idéaux de la Ligue des droits de l'Homme, on voit bien qu'elle modifie considérablement leur mise en perspective et les conditions de son activité. Car c'est dans ces champs contradictoires que la LDH devra jouer son rôle, développer toute sa dimension d'acteur d'idées, en travaillant à replacer sans cesse ses fondamentaux au cœur des bouleversements en cours. ●